

**IX^e JOURNÉES D'ÉTUDES INGÉNIERIE DES DISPOSITIFS DE FORMATION
A L'INTERNATIONAL**

**« ENSEIGNEMENT ET FORMATION PROFESSIONNELLE AGRICOLES : ENTRE
RÉPONSES AUX BESOINS LOCAUX ET ADAPTATIONS AUX ÉVOLUTIONS
INTERNATIONALES »**

8 – 9 décembre 2005 Montpellier/ Agropolis International

Enseignement public technique agricole

**Problématique du passage d'une organisation nationale à la régionalisation,
À partir des réflexions engagée dans les quatre pays de l'opération SNFAR**

Pierre DEBOUVRY

Genèse de la régionalisation de l'enseignement technique agricole.

Durant la période coloniale, l'administration agricole de la Fédération de l'Afrique Occidentale Française pourvoyait à ses besoins en personnel qualifié par le dispositif éducatif agricole fédéral pour les agents techniques¹ et l'école de Nogent sur Marne², (France) pour les techniciens et ingénieurs³. À l'indépendance les nouveaux pays disposaient au mieux de l'un où l'autre des éléments constitutifs de ce dispositif. Il fallut donc, pour répondre aux besoins importants de personnel qualifié, créer les dispositifs nationaux. Compte tenu du niveau de scolarisation de la fédération⁴, priorité fut donnée aux formations techniques (agents techniques et adjoint technique⁵) par création de lycée agricole et d'« ingénieurs des travaux »⁶ par « *formation promotionnelle diplômante* » des techniciens les plus expérimentés en France. Quelques années plus tard furent ouvertes les écoles nationales d'agronomie assurant sur place les formations d'ingénieurs.

Compte tenu de l'importance des besoins quantitatifs des administrations naissantes, les gouvernements décidèrent l'intégration obligatoire de tous les lauréats de ces nouveaux dispositifs dans la fonction publique. Avec le développement de l'éducation primaire et des besoins en personnel qualifié (administration et projets de développement) ces dispositifs tournèrent à plein régime jusque dans les années 80, date marquant le début d'une crise économique et sociale profonde dans chacun des pays. L'administration ne pouvant plus recruter de nouveaux fonctionnaires, les écoles furent « *mises en veilleuse* » par suspension des recrutements de nouveaux candidats tandis que le couperet du « *déflitage* » réduisait de manière drastique et aveugle les effectifs de la fonction publique.

Face à la grogne des cohortes de plus en plus nombreuses de nouveaux bacheliers ne trouvant plus de places dans l'enseignement supérieur, les Etats durent procéder à la réouverture des établissements du supérieur après avoir pris soin d'en « *défonctionnariser les débouchés* ». Compte tenu des niveaux de salaires de la fonction publique et des perspectives d'emplois beaucoup mieux rémunérés à l'extérieur, ces mesures permirent une relance sans problème majeur jusqu'à ce jour. Il n'en a pas été de même pour les écoles

¹ Niveau de recrutement CEPE + 2ans ; durée des études : 2 ans

² Composé de deux structures distinctes : le centre assurant une formation spécialisée pour les techniciens issus des écoles françaises et l'école supérieure d'agronomie tropicale ESAT.

³ Personnel quasi exclusivement expatrié.

⁴ 10% des enfants scolarisés de la tranche d'âge pertinente.

⁵ Niveau de recrutement : BEPC, durée des études : 3 années

⁶ Grade administratif correspondant à un niveau bac+3.

techniques où les alternatives très limitées d'emplois hors de la fonction publique ont limité l'acceptation de la mesure de défonctionnarisation et retardé leur réouverture.

De manière concomitante l'entrée en obsolescence des savoirs ancestraux des producteurs/trices, conséquences des croissances démographique et urbaine, entraînant une montée exponentielle des importations de denrées alimentaires et de fortes dégradations de l'environnement.

Pour répondre à ces enjeux, certains Etats ont entamé une réflexion sur l'adaptation de leurs dispositifs éducatifs agricoles aux besoins du futur (Opération SNFAR⁷). Dans cette perspective, est apparu la nécessité de mettre en place une « Formation professionnelle agricole et rurale post primaire ouverte au plus grand nombre » et d'engager la régionalisation de l'enseignement technique dans le cadre du profond mouvement de déconcentration ou décentralisation de l'appareil d'État.

Les transformations induites par la régionalisation de l'enseignement technique agricole.

Hier ces écoles, antichambres des grandes directions de l'administration agricole (Agriculture, Elevage et, Eaux et forêts), étaient de fait nationales et peu habituées à la prise en compte de la demande des employeurs potentiels. Aujourd'hui, leur régionalisation induit de nombreuses transformations.

Les **écoles techniques d'agriculture et d'élevage** doivent conduire trois évolutions (i) Adaptation des écoles préexistantes aux réalités de leur région d'implantation et construction d'écoles nouvelles dans les régions non pourvues. (ii) Mise en place dans chaque école de deux cycles de formation « *Techniciens polyvalents agriculture élevage* » adaptés à l'écosystème du lieu d'implantation et « *Techniciens supérieurs spécialisés* » ; ce dernier cycle pouvant avoir une dimension nationale si l'autorité de tutelle veille à entretenir une complémentarité inter établissements en s'appuyant sur les particularités régionales.(iii) Accession de chacune des écoles au titre de « *centre régional de référence* » supposant un important travail en matière de collecte d'informations,d'archivage de cette documentation et de son accès au public..

Les **écoles des eaux et forêts** se trouvent confrontées à un triple problème (i) L'adaptation des contenus d'enseignement à la forte demande des parcs nationaux suite à l'afflux des financements pour la restauration des aires protégées⁸, (ii) L'adaptation des enseignements à la diversité des écosystèmes nationaux et (iii) La faiblesse des effectifs potentiels à former en régime de croisière⁹. Ce dernier aspect milite, pour des raisons d'économie d'échelle, en faveur du maintien de leur dimension nationale, voire d'une approche en termes de dispositif inter Etats permettant d'atteindre une masse critique et de couvrir le large spectre de différents écosystèmes de la sous région¹⁰. Face à ces difficultés, notamment le peu de fonctionnalité financière d'un dispositif inter états, la quasi-totalité des Etats ont opté pour le statu quo ou des réformettes à impact limité.

Les difficultés rencontrées.

Budgétairement l'enseignement technique agricole, de par son histoire, correspond à une dépense limitée. Les transformations envisagées entraînent une forte augmentation de ce poste tant en termes d'investissement initial que de fonctionnement ultérieur. Dans l'actuel contexte de restriction une telle demande peut paraître incongrue. Sa prise en compte nécessite un **financement** extérieur sous-tendant son approbation par le politique. La dimension sociétale de l'exode rural lié à l'évolution du secteur agricole semble être l'élément sensible sur lequel il faut fonder l'argumentation, tout en n'oubliant pas l'insécurité

⁷Opération visant à l'élaboration d'une Stratégie Nationale de Formation Agricole et Rurale dans quatre pays (Bénin, Burkina Faso, Mali et Sénégal) sur financement BIRD et coopération française)

⁸ Pour toute l'Afrique francophone il existe une seule école de faune, alors qu'elles sont nombreuses en Afrique anglophone. Ce nouveau secteur d'activité requiert une capacité en matière de gestion des écosystèmes naturels.

⁹ 10 à 20 / pays / an tous grades confondus.

¹⁰ Du subdésertique à la grande forêt primaire humide

alimentaire croissante et la destruction de l'environnement. Par ailleurs, cette obligation de financement extérieur implique de lier l'élaboration de ce projet à celui d'un programme national ayant ses échéances, ses règles et modes de fonctionnement. La non prise en compte de cette contrainte incontournable dans les démarches initiales, entraîne le projet dans des impasses toujours lourdement préjudiciables en termes de réécriture des documents et de délais de mise en exécution.

Cette réforme entraîne la question de l'**autorité de tutelle** de l'enseignement technique agricole. Face au montage classique des pays francophones le plaçant sous tutelle du ou des ministère(s) sectoriel(s) concerné(s), s'oppose une option « *plus logique* » d'intégration au ministère de l'enseignement technique. Si cette tutelle donne un statut plus favorable aux enseignants¹¹ tout en générant une meilleure tenue des établissements, il faut reconnaître qu'elle entraîne leur isolement par l'absence de relations avec la recherche agronomique, l'enseignement supérieur agricole et le milieu professionnel en général. Cette question de l'autorité de tutelle représente un autre obstacle rarement intégré dans les réflexions initiales bien que pouvant s'avérer ultérieurement déterminante pour la mobilisation des financements.

La réforme des dispositifs éducatifs suppose une **vision nouvelle** du développement du secteur agricole. La perception d'hier, basée sur le développement des productions agricoles d'exportation, est encore très perceptible au sein des administrations agricoles et du corps enseignant. Face à l'état du secteur agricole, il faut revenir aux fondamentaux de l'économie agraire : Développement agricole signifie développement des exploitations agricoles et plus particulièrement de leur capital d'exploitation. La nécessaire transformation des agricultures paysannes passe par une évolution réfléchie de la combinaison ancestrale « *Productions - terre - travail - capital* » par les producteurs/trices pour que leurs exploitations deviennent viables et développables. Cette approche alternative, ignorée par la grande majorité des personnes oeuvrant à ces réformes, constitue cependant une base essentielle de la nécessaire construction d'une nouvelle vision commune.

Cette régionalisation suppose un **enracinement local** profond par l'instauration de relations synergiques avec les autorités décentralisées et déconcentrées, les organisations professionnelles agricoles, les réseaux de formation professionnelle, les stations locales de recherche agronomique, les communautés villageoises et les producteurs/trices. Malgré la démarche de concertation mise en oeuvre par le programme SNFAR, la mise en place de telles pratiques se heurte à de nombreuses difficultés liées aux comportements anciens. L'objectif recherché constitue une véritable révolution culturelle pour la plupart des personnes concernées, notamment des enseignants peu habitués à prendre en considération les savoirs locaux et les besoins des professionnels du secteur. Dépositaires d'un savoir livresque, base de leur statut, ils ont beaucoup de mal à le relativiser en allant le confronter aux réalités du terrain.

Conclusion

Ces blocages mettent en évidence les difficultés du passage des logiques sectorielles nationales aux logiques horizontales fondées sur des ensembles disparates de terroirs, de filières locales et d'intérêts contradictoires de groupes sociaux régionaux. Une telle métamorphose ne saurait se bâtir sur la base de la seule décision administrative ou des doléances d'un seul groupe d'acteurs. Elle implique l'organisation d'une dialectique permanente entre les groupes d'acteurs locaux et entre ces groupes et les groupes d'acteurs nationaux dans le respect de la diversité de leurs contraintes, de leurs niveaux de connaissance, de leurs sources d'information, et de leur capacité d'analyse. De l'expression des contradictions et aspirations des uns et des autres doit naître une vision commune nouvelle et les besoins sociaux de formation y afférents. Une telle démarche doit permettre de valoriser, le plus harmonieusement possible, la dimension sociétale des formations agricole et rurale

¹¹ Les enseignants sous tutelle du ministère de l'agriculture ne bénéficient d'aucun statut spécifique.
Com Agropolis 2005
Pierre DEBOUVRY